



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**P.P.M.P.P.**

7 rue de l'Amiral d'Estaing  
75016 Paris

Références : CA/S 2025-0320  
Code AIOT : 0006802447

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement P.P.M.P.P. implanté ZAC de Saint Jean Route de Canals 82170 Grisolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a porté sur le plan d'opération interne (POI) du site et les premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'incendie.

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Ce plan, obligatoire pour les sites Seveso, doit être testé régulièrement par les exploitants, au travers d'exercices de mise en situation.

La visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale pluriannuelle visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier électronique d'information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiqués au service interministériel de défense et de protection civiles [SIDPC] du Tarn-et-

Garonne le 04 août 2025, leur demandant de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne par l'exploitant. Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice. L'inspection a été réalisée avec la seule présence du locataire de l'entrepôt et en l'absence du titulaire de l'autorisation.

Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement. La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan POI pour les établissements Seveso (ou le plan de défense incendie (PDI) pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE), les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Pour les établissements Seveso, ces éléments doivent être intégrés lors de l'élaboration ou de la mise à jour de ces plans selon l'échéancier suivant :

- immédiatement pour les POI élaboré ou mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023 ;
- au plus tard le 30 juin 2025, pour les POI des sites Seveso haut ;
- au plus tard le 1er janvier 2026, pour les POI des sites Seveso bas ;

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- P.P.M.P.P.
- ZAC de Saint Jean Route de Canals 82170 Grisolles
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société PROUDREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles. L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m<sup>2</sup> (49 500 m<sup>3</sup>), est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4 605 tonnes de produits (6 579 palettes).

Le site est actuellement loué à la société TERACTION qui y exerce une activité de stockage.

Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 modifié, sous le régime de l'Autorisation, avec statut Seveso Seuil Haut.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 13

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
17	Mise en oeuvre du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PPMPP classé Seveso seuil haut (SSH), dispose d'un plan d'opération interne [POI] et d'une étude de dangers [EDD] en cours d'instruction à l'UiD DREAL de Tarn-et-Garonne. Ces documents étant postérieurs au 1er janvier 2023, ils doivent donc comporter des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux (POI) et la liste des substances à rechercher en cas d'incendie (étude de dangers). La visite a montré que le POI ne pas comporte le volet sur les premiers prélèvements environnementaux. En revanche, la liste des substances à rechercher en cas d'incendie est bien établie dans l'EDD en cours d'instruction.

Par ailleurs, il a été constaté que la vanne de barrage, permettant de recueillir les eaux incendie ne fonctionne pas.

De plus, lors de l'exercice, déclenché de manière inopinée le 05 août 2025, l'inspection a constaté que le personnel ne maîtrisait pas les procédures d'urgence à mettre en œuvre définies dans le POI. Ces non-conformités amènent l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Enfin, en plus des faits conduisant à une proposition de mise en demeure, l'inspection a relevé 8 faits avec suites pour lesquels des justificatifs sont attendus ou des actions correctives peuvent rapidement être réalisées par l'exploitant. Ces faits concernent le contenu du POI, la localisation du PC crise, l'état des matières stockées et les conditions de stockage.

L'inspection relève, toutefois, que le jour de la visite, la nature des marchandises stockées au sein de l'entrepôt n'était limitée qu'à des produits combustibles, en quantité très inférieure aux autorisations dont dispose l'établissement. Aucune matière dangereuse n'était présente sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>

<p>Le site dispose d'un plan d'opération interne [POI] dont la dernière mise à jour date du 27 septembre 2023. Il a été constaté que la version du POI à disposition de l'inspection des installations classées de la DREAL Occitanie est identique. Suite à la visite, l'inspection a formulé plusieurs observations sur le POI (missions exercées lors d'un déclenchement, les critères définis pour le déclenchement du POI à clarifier, le volet du POI relatif aux premiers prélèvements environnementaux à définir..) et a identifié des axes d'amélioration à l'issue de l'exercice inopiné. Les constats sont détaillés aux points de contrôle n° 2,3,4,5,7,8.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le dernier exercice POI a été organisé sur le site le 22 décembre 2024, avec la participation du SDIS 82. Le compte rendu a été transmis postérieurement à la visite d'inspection.</p> <p>Ce dernier ne mentionne pas les différents appels prévus par le POI tels que ceux à la préfecture du Tarn-et-Garonne, l'astreinte DREAL Occitanie et aux entreprises voisines lors de cet exercice. L'inspection invite l'exploitant à réaliser un exercice POI d'ici la fin de l'année afin de se familiariser avec les différentes fiches réflexes et à la conduite à tenir en cas d'évènement accidentel.</p> <p>Il serait judicieux de tester le POI en dehors des heures ouvrées afin de tester les mesures d'urgence qui ont été définies sur ces périodes de moindre effectif.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection le prochain compte rendu du prochain exercice POI qui doit être réalisé avant la fin de l'année afin de respecter l'échéance prévue d'un an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan</li> </ul>

<p>d'opération interne précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI a été mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023. Les exigences sur le contenu du POI relatives aux 1<sup>er</sup> prélèvements environnementaux, sont donc, d'ores et déjà, opposables au site. Selon l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé, les premiers prélèvements doivent porter sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances toxiques;</li> <li>- les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.) ;</li> <li>- le cas échéant, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.</li> </ul> <p>L'étude de dangers en cours d'instruction identifie une liste de substances à rechercher et cette dernière n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.</p> <p>L'inspection relève cependant que ces points ne sont pas inclus dans le POI.Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le POI mis à jour, complété par les 1<sup>ER</sup> prélèvements environnementaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> </ul>

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

Le plan d'opération interne a été mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023. Les exigences sur le contenu du plan d'opération interne relatives aux 1<sup>er</sup> prélèvements environnementaux, sont donc, d'ores et déjà, opposables au site.

Il a été constaté que le plan d'opération interne ne comporte pas les dispositions susvisées permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

L'exploitant n' a pas défini de stratégie de prélèvements.

Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le plan d'opération interne à jour avec tous les éléments prévus par la réglementation.

L'exploitant doit notamment justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i)

[...]

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Il a été constaté l'absence de liste de personnels compétents ou d'organismes pour réaliser les prélèvements environnementaux (Cf. constat n° 4).

Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'opération interne à jour en respectant les dispositions réglementaires demandées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2

du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

**Constats :**

L'étude de dangers est en cours d'instruction. Cette dernière liste les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important. L'étude de dangers se base sur le document de l'INERIS -200344 - 2079442 - v1.0 « Évaluation environnementale des incendies - Éléments relatifs aux émissions".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Formation du personnel sur situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI inopiné

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

**Constats :**

Le plan d'opération interne ne comporte pas de liste des personnes formées pour jouer le rôle de DOI (Directeur des Opérations internes) et de sauveteur secouriste et du travail (SST).

La personne qui a endossé le rôle de DOI le jour de l'exercice inopiné n'était pas formée et n'avait pas le statut de suppléant DOI dans le plan d'opération interne mis à jour.

D'autre part, les personnes ayant le statut de guide et serre file n'étaient pas présentes lors de l'exercice.

De plus, le SST, qui a pour mission de "combattre sans prendre de risque le début d'incendie avec extincteurs ou RIA", n'était pas présente sur le site et personne n'était qualifié pour utiliser les robinets d'incendie armés (RIA).

La personne qui a joué le rôle de fonction Logistique n'était pas formée à l'utilisation des RIA.

Ces points constituent une non-conformité et font l'objet d'une proposition de mise en demeure (cf. également point de contrôle n° 17).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet la liste des personnes ayant suivi les différentes formations inhérentes aux situations de crise et mettra à jour la liste des personnes pouvant être DOI et SST.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Contenu POI : responsable alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>
a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
<b>Constats :</b>
Le plan d'opération interne ne définit pas les situations d'alerte en heures non ouvrées. De plus, le numéro d'astreinte interne à la société locataire du site TERACTION inscrit dans le plan d'opération interne, ne fonctionne pas. Également, les critères de déclenchement du plan d'opération interne ne sont pas clairement définis. Le plan d'opération interne mis à jour en 2023 précise les noms et les fonctions des personnes habilitées à déclencher le plan d'opération interne. Or, la quasi totalité de ces personnes ne font plus partie de l'entreprise et cet annuaire doit être mis à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant formalise dans le POI, la situation d'alerte en heures non ouvrées avec les fiches réflexes associées, la désignation des personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence.  L'exploitant vérifiera le numéro d'astreinte interne à la société locataire du site TERACTION inscrit dans le plan d'opération interne, et le rectifiera le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Contenu POI : description des mesures à prendre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de cet exercice réalisé le 5 août 2025, certaines actions n'ont pas été mises en œuvre (consultation des conditions météorologiques) ou n'ont été mises en œuvre qu'après que l'inspection ait rappelé la nécessité de les réaliser (appels des autorités préfecture de Tarn-et-Garonne, DREAL Occitanie). La personne présente sur le site qui a joué le rôle de DOI n'était pas suppléante de ces missions.</p> <p>Les personnes en charge de réaliser ces actions n'étaient pas sur le site : SST, guide file et serre file.</p> <p>La gestion d'accès au site fait également partie des axes d'amélioration. En effet, un autre accès avec portail électrique a été installé il y a moins d'une semaine. Lors de la coupure de l'électricité engendrée lors de l'exercice, il a été rappelé que ce portail doit être débrayé manuellement avec l'aide d'une clé mais cette dernière était non disponible le jour de la visite.</p> <p>De façon plus globale, d'autres missions sont prévues par l'exploitant en cas de déclenchement des mesures d'urgence sur le site : appels des autorités, des entreprises riveraines, consultation des conditions météorologiques (non formalisée dans le POI) et gestion d'accès au site. Ces missions devront être formalisées dans les fiches réflexes et les personnes chargées de les mettre en œuvre formellement désignées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit formaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des missions prévues en cas de déclenchement des mesures d'urgence sur le site ;</li> <li>• la mise en place de suppléances pour les différentes missions définies dans le POI.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 :** Contenu POI : conduite à tenir sur le site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose sur le site d'un poste de commandement (PC) de crise. Cette salle est</p>

<p>localisée dans le même bâtiment que les 12 cellules de stockage.</p> <p>L'inspection note que d'après l'étude de dangers du site cette salle est située dans le périmètre des zones d'effets toxiques en cas d'incendie (100m).</p> <p>Néanmoins, il est rappelé que le site ne stocke actuellement que des produits combustibles non dangereux et que la quantité des produits stockés se situe très en deçà des autorisations délivrées pour le site PPMPP.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir un nouvel emplacement pour le poste de commandement (PC) de façon à ce que ce PC soit protégé contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de l'impacter.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Contenu POI : articulation avec SDIS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un nouveau portail électrique vient d'être mis en service. Le plan d'opération interne devra intégrer les actions à mettre en place pour ce portail lors de l'arrivée des pompiers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place des fiches réflexes relatives à l'actionnement de l'ouverture du portail lors de l'arrivée des pompiers et aux modalités de déverrouillage des portails du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 12 : Contenu POI : formation du personnel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter</p>

et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<b>Constats :</b>  Il a été constaté lors de l'exercice que la personne SST qui doit mettre en œuvre les premiers moyens de défense incendie n'était pas présente sur le site et la suppléance n'était pas prévue. Ainsi, lors de l'exercice il a été constaté que le personnel chargé de la mise en œuvre des moyens n'était pas apte (ni formé, ni entraîné) à manœuvrer les équipements (RIA) et à faire face à des situations dégradées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les personnes présentes sur site doivent être suffisamment formées et entraînées pour faire face à des situations d'urgence (cf. constat n° 7 pour lequel une mise en demeure est proposée). Le plan d'opération interne doit formaliser les différentes missions et les personnes désignées face à ces situations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Contenu POI : moyens d'atténuation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
<b>Constats :</b>  Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site peuvent avoir des effets hors site. Le plan d'opération interne comporte une liste d'entreprises pouvant être impactées. Cependant, il ne comporte pas de message d'alerte type. L'inspection a pu constater lors de l'exercice inopiné du 5 août 2025 que les entreprises recensées dans le plan d'opération interne susceptibles d'être impactées n'ont pas été contactées alors qu'un scénario de dispersion de fumées toxiques en dehors du site a été simulé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant tient compte de ces observations lors du prochain exercice POI et met à jour le plan d'opération interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks du site. Cependant ce dernier ne détaille pas les produits combustibles de son site et ne distingue pas les batteries lithium.  Il a été constaté que le site ne stocke que des produits combustibles non dangereux et est très en deçà des autorisations délivrées pour le site PPMPP.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploite transmet à l'inspection un état des stocks avec le détail des produits combustibles et la distinction des batteries lithium.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction doivent recueillies dans un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Le volume de confinement doit également prendre en considération les eaux pluviales. Une étude spécifique justifiant du volume de rétention correspondant doit être tenue à disposition de l'inspection des installations classées et lui être transmise sur demande. Le volume de confinement est du site est de 3 658 m <sup>3</sup> . Ce volume de confinement comprend les volumes des cuvettes de rétention des 12 cellules de stockage et des 2 couloirs de distribution(rétention interne d'environ 3090 m <sup>3</sup> couplée à un système de 12 regards d'environ 1,5 m <sup>3</sup> chacun) ainsi que celui de la rétention du parking poids lourd (rétention externe d'environ 540 m <sup>3</sup> reliée à une cuve de fin de réseau de 10 m <sup>3</sup> ). Les eaux doivent s'écouler dans ce confinement par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Un contrôle de la vanne d'obturation est assuré à une fréquence hebdomadaire avec enregistrement. Cette vanne est conforme aux prescriptions du Paragraphe 2.3.3. L'étanchéité des puisards doit pouvoir être

contrôlée à tout moment. Un contrôle annuel de l'étanchéité des puisards est réalisé par un organisme compétent sur le site, avec enregistrement. Une vérification par un organisme tiers spécialisé peut être demandée à tout moment par l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le besoin en défense incendie du site a été dimensionné suivant le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, dit "guide D9", à 114 m<sup>3</sup>/h (arrondi à 120m<sup>3</sup>/h) pendant 2 heures, soit 240 m<sup>3</sup>. Les eaux d'extinction sont retenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le bâtiment (cellules et couloirs) pour un volume de 3 090 m<sup>3</sup>, sur les quais Poids Lourds pour un volume de 540 m<sup>3</sup>, rétention reliée à une cuve de fin de réseau de 10 m<sup>3</sup>.</li> <li>• cette rétention est mise en place par la fermeture d'une vanne automatique et manuelle asservie à la détection incendie.</li> </ul> <p>Or, lors de la visite d'inspection il a été constaté que la fermeture automatique n'est pas fonctionnelle. De plus, lorsque l'inspection a demandé à l'exploitant de la fermer en marche "forcée" cette dernière s'est avérée inopérante. Il a été constaté que la vanne est en position levée et sa fonction de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées n'est pas assurée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre des actions correctives afin que la vanne de barrage soit opérationnelle. L'exploitant transmet tout justificatif utile à l'inspection des installations classées (devis, facture...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 16 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Condition de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que quelques stockages en rack ne respectent pas la hauteur de 1m par rapport au faîtage des différentes cellules.</p> <p>De plus, les batteries lithium stockées ne sont pas identifiées.</p> <p>Selon les préconisations du service départemental d'incendie et de secours (SDIS 82), il est</p>

Selon les préconisations du service départemental d'incendie et de secours (SDIS 82), il est souhaitable de disposer d'un bac d'eau pour isoler et immerger les batteries lithium.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les batteries lithium stockées seront identifiées et signalées.

Selon les préconisations du SDIS 82 un bac pour isoler et immerger ces dernières en cas de départ incendie sera mis en place et fera l'objet d'une prescription technique lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Les conditions de stockage seront revues afin de respecter l'espace réglementaire entre les stockages et la hauteur au faîtage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 17 : Mise en oeuvre du POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, mise en oeuvre du POI

**Prescription contrôlée :**

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

**Constats :**

Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur), l'inspection a déclenché un exercice POI dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant. Le déroulé de l'exercice a été le suivant :

10h46 : constat par le responsable logistique d'un départ d'incendie (simulé) sur un chariot élévateur situé au niveau d'une cellule et bloquant la porte coupe-feu. Pour le scénario testé, il a été considéré que le feu n'a pas pu être maîtrisé par les moyens de lutte présents (RIA) dans la cellule. 11h30 : fin de l'exercice, suite à la réalisation d'actions permettant d'évacuer le personnel et de contacter le SDIS. Le déroulé de l'exercice est en annexe confidentielle du présent rapport. Le personnel a été rapidement évacué et le SDIS contacté.

Toutefois, d'importantes difficultés de mise en œuvre du POI ont été constatées par l'inspection lors de l'exercice :- La personne qui a endossé le rôle de DOI le jour de l'exercice inopiné n'était pas formé pour cette fonction et n'avait pas le statut de suppléant DOI dans le POI mis à jour.

- les personnes ayant le statut de guide et serre file n'étaient pas présentes lors de l'exercice.
- la personne ayant le statut de SST, qui a pour mission de "combattre sans prendre de risque le début d'incendie avec extincteurs ou RIA", n'était également pas présente sur le site et personne n'était qualifiée pour utiliser les RIA et de façon plus globale les moyens de défense incendie présents sur le site.
- les appels aux autorités n'ont pas été réalisés initialement, les personnes en charge de cette mission n'étant pas présentes sur le site lors de l'exercice. Ce point a été rectifié durant l'exercice à la demande de l'inspection.
- la coupure de l'électricité pourtant prévu dans les procédures du POI n' a pas été envisagée par le personnel.
- un scénario de dispersion d'un nuage de fumées toxiques a été simulé, mais les données météorologiques n'ont pas été relevées par le personnel afin de contacter les entreprises voisines susceptibles d'être impactées. Le personnel sur place ne savait pas où était située la manche à air permettant de connaître la direction du vent.

La visite a donc montré que les procédures d'urgence définies par PPMPP dans son POI sont insuffisamment maîtrisées par le personnel présent sur le site. Ces points constituent une non-conformité et font l'objet d'une proposition de mise en demeure.Par ailleurs, l'inspection a également relevé que le plan d'évacuation présent au niveau des cellules de stockage n'est pas jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que les procédures d'urgence définies dans son POI sont suffisamment maîtrisées par le personnel présent sur son site, y compris par son locataire.  
L'exploitant mettra à jour son plan d'opération interne pour prendre en compte les observations de l'inspection formulées lors de l'exercice inopiné du 05 août 2025. Il tiendra également compte de ces observations lors de ses prochains exercices POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois